

Paris, le 1er août 1994.

ED - U Amance

NOTE

à l'attention de
Monsieur le Président de la République
(s/c. de Monsieur le Secrétaire Général)

OBJET : Voyage du Premier Ministre en Afrique.

Le Premier Ministre a visité successivement Dakar, Abidjan et Libreville avant de poursuivre sur Goma (où seuls l'accompagnaient, au départ de Libreville, M. ROUSSIN, le Professeur DEBRE et cinq journalistes).

1. Volet politique.

M. BALLADUR a voulu démontrer que son gouvernement, contrairement aux critiques (des milieux proches de la Mairie de Paris), "n'abandonnait pas l'Afrique, bien au contraire".

A l'appui de sa démonstration : l'opération Turquoise au Rwanda et les mesures d'accompagnement de la dévaluation (25 MdsF d'annulation de dette et 10 MdsF d'aide budgétaire sur 3 ans). "Jamais un gouvernement français n'a fait autant pour l'Afrique" a-t-il répété dans les trois capitales.

Sur le fond, il ne s'est pas écarté de l'encouragement à la démocratie (sans citer la Baule) tout en insistant sur deux points : la "stabilité, condition du développement" et le "libéralisme économique", pendant du libéralisme politique.

2. Volet économique.

Le Premier Ministre a plaidé en faveur du choix incontournable que fut la dévaluation, constatant que les aspects positifs l'emportaient sur les aspects négatifs, six mois après.

Il a annoncé quelques nouvelles mesures (prêts en CFA de la Caisse française de développement à taux d'intérêt réduit, rallonge de 100 MF pour le Fonds de développement social), mais a maintenu sa ligne de rigueur : pas de salut (ni d'aide de la France) en l'absence d'accord avec le FMI.

A Libreville, il a présidé avec le Président BONGO une réunion des chefs d'Etat de la zone Afrique centrale : Gabon, République centrafricaine, Guinée équatoriale, Tchad et Congo. Le Cameroun ne s'était pas fait représenter, au grand mécontentement du Premier Ministre qui a donné instruction à ses ministres de la Coopération et des Finances "de suspendre tout décaissement et transfert de fond à destination du Cameroun", "pour l'amener à récipiscence"...

Au cours de cette réunion, chaque pays a présenté ses doléances habituelles (le Gabon sa dette, le Tchad ses salaires de fonctionnaires, la République centrafricaine une rallonge d'urgence, le Congo un crédit relais exceptionnel, et la Guinée qui s'est plainte de l'Espagne qui lui bloquait les financements européens).

Le Premier Ministre leur a répondu que ses ministres les verraient individuellement dans l'après-midi tout en leur laissant l'instruction "de ne pas débloquer un sou de plus"...

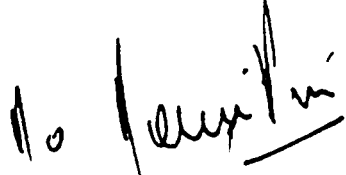
3. Ambiance générale.

A chaque étape, le Premier Ministre a été accueilli avec beaucoup d'égards. Banderoles et tams-tams à Dakar et Abidjan, marques protocolaires attentionnées à Libreville. Les trois chefs d'Etat ont donné des banquets en son honneur, réunissant tout leur gouvernement.

Toutefois, il n'y a pas eu d'"accueil populaire" comme promis à Abidjan (seules quelques sections du PDCI mobilisées à l'aéroport) et les rangs des communautés françaises étaient clairsemés en raison des vacances scolaires.

Pour les nombreux journalistes (une trentaine) qui accompagnaient le Premier Ministre, cette tournée africaine - réussie - était le témoignage de ses ambitions nationales...

A propos du Rwanda, le Premier Ministre, outre l'annonce de sa visite à Goma, n'a pas apporté d'élément nouveau si ce n'est qu'il a fait état de la lettre que lui a adressée M. BOUTROS GHALI lui demandant de prolonger Turquoise au-delà du 21 août. Le Premier Ministre s'est référé à chaque fois à "la décision qu'il avait prise, avec le Président de la République, de déclencher l'opération humanitaire au Rwanda".


Bruno DELAYE